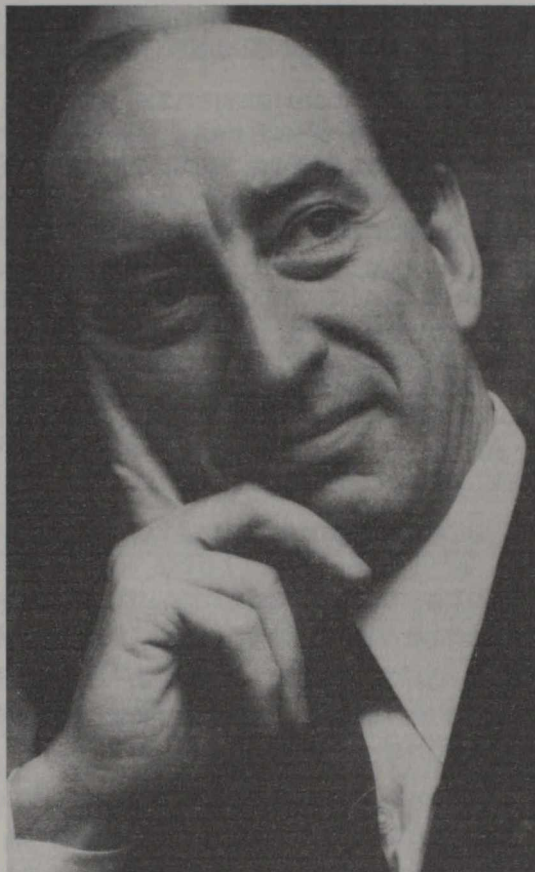


UN NOUVEAU BUDGET POUR LE CANADA

Le ministre des Finances, l'honorable Marc Lalonde, vient de déposer un nouveau budget. A cette occasion, il a souligné qu'à la fin de 1983, le taux d'inflation était tombé à 4,5% comparativement à près de 12% qu'il était en juin 1982. La croissance du PNB réel s'est établie à environ 3% l'an dernier comparativement aux prévisions de 2,3% d'avril 1983 et à une baisse de 4,4% en 1982. Le déficit budgétaire pour l'année financière 1983-1984 atteindra environ 31,5 milliards de dollars et les besoins financiers du gouvernement seront d'environ 27 milliards de dollars. Le déficit a été financé sans augmentation des taux d'intérêt en raison de l'abondance de l'épargne et de la faiblesse des investissements des entreprises. Toutefois, les déficits publics doivent être réduits au fur et à mesure que les investissements reprennent et que l'économie prend son essor. Au cours de la prochaine année financière, le déficit tombera à 29,6 milliards. A moyen terme, le déficit, qui représentera plus de 8% du PNB cette année, tombera à 4,7% (26,2 milliards) en 1987-1988.



L'honorable Marc Lalonde, ministre des Finances, a déposé son nouveau budget le 15 février dernier à la Chambre des Communes du Canada

Parmi plusieurs mesures prévues pour renforcer la compétitivité et la productivité, le ministre a souligné les suivantes:

A. La participation des employés aux bénéfices: Le budget propose d'offrir un crédit d'impôt égal à 10% des bénéfices partagés: 60% pour les employés et 40% pour l'employeur. Ce régime vise à compléter la négociation collective, non à la remplacer. Une aide fiscale aux "options d'achat d'actions des employés" sera également accrue pour aider les entreprises à offrir aux employés des encouragements pour améliorer la productivité, la compétitivité et la croissance.

B. Un fonds pour l'aide et le commerce international: Pour tenir les engagements d'aide du gouvernement et aider les entreprises canadiennes à profiter des débouchés qu'offrent les pays en développement, le gouvernement établira le "Fonds pour l'aide et le commerce international". D'ici 1990, jusqu'à \$ 1,3 milliard pourra être alloué au Fonds. Il permettra de financer des projets pour lesquels les entreprises canadiennes sont concurrentielles et qui exigent un financement à conditions avantageuses.

C. La simplification du régime fiscal de la petite entreprise: Le budget propose de réduire de deux tiers la législation fiscale de la petite entreprise, de raccourcir et de simplifier la déclaration d'impôt, de réduire le coût de l'observation des impôts et d'accroître les économies d'impôt des petites entreprises en croissance. Au cours de la première année complète d'application